

Convention SAMBA - Communauté d'Agglomération du Boulonnais

Navette sociale

Article publié le vendredi 29 octobre 2004.

Convention d'objectifs liée à l'octroi d'une subvention

Entre d'une part :

La Communauté d'agglomération du Boulonnais, représentée par Monsieur Guy LENGAGNE, son Président ;

Et d'autre part :

L'association dénommée Service d'Assistance Médicale de Boulogne-sur-Mer et Agglomération (SAMBA), association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 191 route de Saint Omer à Saint Martin Boulogne, représentée par son Président, Monsieur Sylvain GOURNAY, ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2004 autorisant la subvention à l'association Service d'Assistance Médicale de Boulogne sur Mer et agglomération (SAMBA) et la signature par le Président de la Communauté d'agglomération du Boulonnais de la convention d'objectifs liant les deux parties,

il a été convenu ce qui suit :

► Article 1 : Objet de la convention

La Communauté d'agglomération du Boulonnais a décidé d'allouer une subvention à l'association Service d'Assistance Médicale de Boulogne-sur-Mer et Agglomération.

Par la présente convention, l'association dont la vocation est la restructuration et la gestion des permanences de soins pour Boulogne-sur-Mer et son agglomération s'engage à participer activement à la vie de la Maison Médicale de Garde de Boulogne-sur-Mer et à mettre en oeuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'agglomération du Boulonnais s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement, pour une période de deux mois, à compter du 15 septembre 2004, la mise en place d'une navette à vocation sociale pour les patients ne justifiant pas d'un transport médical mais nécessitant une aide pour se déplacer à la Maison Médicale.

► Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de deux mois à partir du 15 septembre 2004.

A ce terme et après évaluation, la présente convention ne pourra être reconduite que sur décision expresse du Conseil communautaire.

► Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Les dispositions de la présente convention sont applicables uniquement sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Boulonnais,

Des annexes à la présente convention précisent :

1. le budget prévisionnel global du projet ainsi que les moyens affectés à sa réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc. ;
2. les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de personnel ...).

► Article 4 : **Montant de la subvention et conditions de paiement**

La subvention est imputée sur les crédits de l'article 657412-524 du budget principal de la Communauté d'agglomération du Boulonnais.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 2.000,00 E.

La subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués au compte de l'association à partir du Relevé d'Identité Bancaire fourni, dans le respect des obligations mentionnées à l'article 6 :

Le comptable assignataire est Monsieur le Trésorier municipal de Boulogne-sur-Mer.

► Article 5 : **Suivi de la convention d'objectifs**

La Communauté d'agglomération du Boulonnais devra être informée du calendrier de travail ainsi que des moyens qui sont employés pour mener à bien les missions dévolues à l'association . De même, la participation aux différents comités de pilotage et de suivi permettra aux services communautaires d'être au fait de l'ensemble de la démarche.

► Article 6 : **Obligations comptables**

Le versement de l'aide financière ne pourra se faire sans que l'association ne fournisse les pièces suivantes :

— la déclaration d'existence de l'association.

Un premier versement à hauteur de 50 % interviendra à la signature de la convention, le second versement interviendra à la fin de la période de deux mois où l'association s'engage à fournir dans les meilleurs délais au Président de la Communauté d'agglomération du Boulonnais :

les conclusions de l'évaluation du dispositif réalisée au sein du Sous-Comité médical ;

toutes les preuves utiles justifiant de la bonne utilisation de l'aide financière et démontrer la conformité de leur destination conformément aux dispositions de l'article 1 (justificatifs de prise en charge par un taxi, déclaration sur l'honneur de l'impossibilité d'utiliser un véhicule personnel ...).

► Article 7 : **Engagements de l'association**

L'association communiquera sans délai aux services de la Communauté d'agglomération du Boulonnais la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, en cas de changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association.

Le bénéficiaire s'engage par tous les moyens à faire connaître l'aide financière apportée par la Communauté d'agglomération du Boulonnais.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association en informe également les services de la Communauté d'agglomération du Boulonnais.

► Article 8 : **Sanctions**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la collectivité des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des

dispositions prévues à l'article 11, la collectivité peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

► Article 9 : **Contrôle de la Communauté- d'agglomération du Boulonnais**

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures..

► Article 10 : **Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

► Article 11 : **Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de contestation sur les conditions d'exécution de la présente convention, et à défaut d'un accord entre les deux parties, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait en 4 exemplaires

Guy Lengagne, Président de la CAB

Sylvain Gournay, Président de SAMBA